

Réunion du groupe-pays Haïti

Jeudi 28 janvier 2010

À Cités Unies France

9 rue Christiani

75018 PARIS

Rappel de la mobilisation en faveur d'Haïti et la coordination de l'aide

M. Charles JOSSELIN, Président de Cités Unies France, a ouvert la séance en évoquant le drame d'Haïti suite au séisme qui a dévasté le pays le 12 janvier 2010. Il a mentionné l'absence, dans les médias, de référence aux collectivités territoriales, dans la situation d'urgence à Haïti.

M. Charles JOSSELIN a souligné que la participation des collectivités territoriales est nécessaire et que leur rôle est incontournable dans le processus de reconstruction. Cités Unies France a été sollicitée par les associations des municipalités canadiennes et néerlandaises, afin de travailler ensemble du fait de son expérience en Haïti. D'autres pourraient nous rejoindre, notamment des villes américaines et brésiliennes avec lesquelles nous sommes en relation.

M. Charles JOSSELIN, en cours de réunion a eu un échange téléphonique avec M. Didier LE BRET, Ambassadeur de France en Haïti. L'Ambassadeur de France en Haïti, Didier LE BRET, a tenu par téléphone à encourager les participants à appuyer les efforts entrepris, non seulement à Port-au-Prince et dans les régions touchées par le séisme, mais aussi dans les nombreuses villes confrontées à l'accueil des populations ayant fui la capitale.

M. Christian DUPUY, Président du groupe-pays Haïti et Maire de Suresnes, a souligné la prise de conscience de la catastrophe haïtienne à l'échelle mondiale. Il a salué la présence à cette réunion de nombreuses collectivités territoriales, dont certaines ne sont pas membres du groupe pays Haïti.

M. Fritzner GASPARD, Chargé d'affaires auprès de l'Ambassade d'Haïti en France, a exprimé sa reconnaissance à l'égard de l'ensemble des secteurs qui, en France, se sont mobilisés dès l'annonce de la catastrophe. Il a rappelé le rôle capital des collectivités territoriales, même si les médias ont omis de le mentionner. Il a informé que, parmi les victimes, on déplore de nombreux cadres de l'administration haïtienne. Il a clarifié le fait qu'aucun membre du gouvernement haïtien n'a perdu la vie dans le séisme. Si le silence du gouvernement haïtien aux premières heures du séisme a pu être critiqué, il faut tenir compte du fait que les infrastructures ont été détruites. Le gouvernement d'Haïti incite fortement la population à quitter la capitale. M. Fritzner GASPARD a relayé auprès de

son gouvernement l'annonce de M. Nicolas SARKOZY, Président de la République, d'une visite à Haïti communiquée lors d'une émission télévisée.

Informations du Ministère des Affaires Etrangères et Européennes

M. Pierre DUQUESNE, Ambassadeur chargé de la coordination interministérielle de l'aide et de la reconstruction en Haïti du Ministère des Affaires Etrangères et Européennes (MAEE), a informé de sa mission : la réflexion sur l'aide française dans tous ces aspects et la préparation de la Conférence internationale des donateurs qui se tiendra à New York, au Siège des Nations Unies, les 22 et 23 mars 2009. En ce qui concerne l'aide française, il faut considérer la façon dont on va articuler les actions d'urgence avec le développement, et dont on va profiter de l'élan de solidarité qui s'est manifesté à tous les niveaux. On identifie quatre secteurs avec lesquels il convient de mener une réflexion conjointe : les collectivités territoriales, les ONG, les entreprises et la diaspora haïtienne.

M. Pierre DUQUESNE a ensuite évoqué les différents types de coopération (fort intérêt du Brésil et relations avec l'Union Européenne), les problèmes liés à la coordination de l'aide, le rôle central de l'Etat Haïtien dans la reconstruction et la coopération régionale avec les départements français d'Amérique.

Dans la suite de la Conférence Ministérielle de Montréal du 25 janvier dernier, la prochaine Conférence du mois de mars doit être menée par le gouvernement d'Haïti appuyée par les principaux contributeurs : le Canada, le Brésil, les Etats-Unis, l'Union Européenne, l'Espagne et la France. Le gouvernement français insiste sur le rôle de l'ONU dans la prise en compte des différentes dimensions de la reconstruction et sur l'engagement de l'Union Européenne en appui des Nations Unies.

La préparation de la Conférence soulève plusieurs enjeux : il ne s'agit pas de reconstruire le pays à l'identique mais de prendre en compte la globalité des problèmes (gouvernance, fonctionnement public...). Le conducteur de cette reconstruction doit être le gouvernement Haïtien. L'engagement de la communauté internationale s'inscrit dans la durée, avec une volonté d'inclusivité de tous les acteurs.

Un travail effectif sera mené à partir de l'évaluation des besoins suite à la catastrophe, afin d'établir une hiérarchisation des priorités. De nombreux documents de référence existants seront exploités en ce sens.

M. Pierre DUQUESNE a présenté l'un de ses collaborateurs, présent à la réunion, qui sera en charge de la relation avec les collectivités territoriales. Il s'agit de M. Ambroise DEVAUX.

M. Pierre DUQUESNE a conclu en réitérant la volonté de coordination entre les multiples acteurs et les Etats.

M. Antoine JOLY, Délégué pour l'Action Extérieure des Collectivités Territoriales, est intervenu. Dans le cadre de l'appel à projets 2010-2012, et compte tenu des circonstances, le dépôt des

dossiers concernant Haïti pourra être effectué au fil des semaines à venir, même après la date butoir du 15 février 2010.

Débat avec les participants

Les représentants d'une trentaine de collectivités territoriales françaises, d'Institutions de la Francophonie, d'Associations d'élus et de quelques ONG... ont débattu. Ils ont mentionné leurs contributions respectives : en terme financier pour l'urgence et pour la reconstruction (auprès d'ONGs, de Cités Unies France, du MAEE, de l'Ambassade d'Haïti en France, des partenaires haïtiens sur place...), en matière d'expertise et de gouvernance locale, en appui aux associations haïtiennes en France, en soutien aux ressortissants français d'origine haïtienne bloqués à Haïti après la catastrophe. Le débat a soulevé les points suivants : l'implication des collectivités territoriales dans la durée, l'importance d'effectuer un suivi étroit de l'aide octroyée et de compter sur une traçabilité de celle-ci, le rôle substantiel de la diaspora, la nécessité de disposer de personnes relais qui coordonnent l'aide ici et là-bas,...

Les domaines prioritaires de reconstruction qui ont été mentionnés sont : l'éducation, la culture, la santé, l'agriculture, l'eau et l'assainissement, l'urbanisme, la gouvernance, la décentralisation et la démocratie.

Les collectivités françaises déjà engagées avec des partenaires haïtiens ont, au lendemain du séisme, commencé à travailler directement avec ceux-ci pour répondre aux premiers besoins et envisager la reconstruction.

La communauté d'agglomération du Centre de la Martinique a soumis la proposition de mettre en place une plateforme logistique à la Martinique, d'apporter son concours en matière d'eau et d'assainissement et de formation.

Plusieurs régions ont manifesté leur intérêt pour répondre à l'appel de l'Association des Régions de France (ARF) visant à prendre en charge la reconstruction des lycées et des internats en Haïti. Il apparaît dans le débat que peu d'établissements de cette nature sont publics. De plus, il faudra appuyer la reconstruction d'établissements de formation professionnelle. Il a été clarifié que, M. Alain ROUSSET, président de l'ARF, a annoncé une aide pour les « établissements scolaires », dans la lettre qu'il a adressée à M. René PREVAL, Président de la République d'Haïti.

On soulignera, parmi les efforts de la communauté internationale, la mobilisation africaine, plus spécialement du Sénégal, de la République Démocratique du Congo, du Rwanda et du Mali. Certaines villes de ces pays sont disposées à s'engager dans la coopération décentralisée avec des villes haïtiennes.

RELEVÉ DES CONCLUSIONS

- ✓ De nouvelles coopérations sont recherchées entre collectivités territoriales haïtiennes et françaises. Des demandes en ce sens ont déjà été formulées.
- ✓ Un collectif de travail de Solidarité avec Haïti sera créé. Il permettra de réfléchir ensemble et d'orienter les efforts de reconstruction des collectivités territoriales.
- ✓ Dans un souci de coordination des efforts déployés, il faut pouvoir compter sur un référent chargé de la coopération décentralisée et du relais entre collectivités territoriales françaises et haïtiennes, auprès de l'Ambassade de France à Haïti.
- ✓ De même, un besoin de coordination renforcée se fait sentir à Cités Unies France, la nécessité de compter sur une personne assurant le relais entre ici et là-bas.
- ✓ Le fonds de Cités Unies France devrait, selon les informations recueillies à ce jour, réunir près de 250.000 euros. Vous trouverez ci-joint une note sur le fonctionnement des fonds de solidarité de Cités Unies France.
- ✓ Une rencontre avec les maires haïtiens et les collectivités françaises est à envisager dans quelques mois. Les représentants de la Martinique ont proposé d'accueillir la réunion.

Liste des participants

A. F. C. C. R. E., Christophe MOREUX, Directeur des Politiques du Développement
AGENCE FRANÇAISE DE DEVELOPPEMENT, Alix FRANÇOISE, Coordinateur régional
AGENCE FRANÇAISE DE DEVELOPPEMENT, Antonin MICHELOU, Chargé de mission
AGRICULTEURS FRANÇAIS ET DEVELOPPEMENT INTERNATIONAL – AFDI, Pierre
GENDRE, Représentant,
AGRICULTEURS FRANÇAIS ET DEVELOPPEMENT INTERNATIONAL – AFDI, Jean-Roland
LAVERGNE, Chef de projet
AGRICULTEURS FRANÇAIS ET DEVELOPPEMENT INTERNATIONAL – AFDI, Bernard
LAVAL, Président
AMBASSADE D'HAÏTI EN FRANCE, Fritzner GASPARD, Chargé d'affaires auprès de
l'Ambassade d'Haïti en France
AMBASSADE D'HAÏTI EN FRANCE, Delva MAGUET, Responsable de communication
ASSEMBLEE DES COMMUNAUTES DE FRANCE, Floriane BOULAY
ASSOCIATION INTERNATIONALE DES MAIRES FRANCOPHONES, Laurent JABOEUF,
Chargé de Mission, Coopération décentralisée, Francophonie et Union Européenne
ASSOCIATION INTERNATIONALE DES MAIRES FRANCOPHONES, Bruno LEUVREY,
Conseiller, Bonne gouvernance et décentralisation

ASSOCIATION DES REGIONS DE FRANCE – ARF, Maryse DUSSELIER, Déléguée aux relations internationales

CITES UNIES FRANCE, Charles JOSSELIN, Président de Cités Unies France, Vice-Président du Conseil Général des Côtes d'Armor, Membre honoraire du Parlement et Ancien Ministre

CITES UNIES FRANCE, Bertrand GALLET, Directeur Général

CITES UNIES FRANCE, Nicolas WIT, Directeur Adjoint

CITES UNIES FRANCE, Felicia MEDINA, chef de Projet Amérique Latine et Caraïbes

CITES UNIES FRANCE, Annie ALGALARRONDO ALVEAR, assistante au Pôle Amérique Latine et Caraïbes

COLLECTIF HAÏTI DE FRANCE, Paul VERMANDE, Président

COLLECTIVITE DE SAINT-MARTIN, Louis JEFFRY, Vice-Président délégué aux relations internationales

COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE CERGY PONTOISE, Blandine FAUCON DIENE, Chargée des relations internationales

COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DU CENTRE DE LA MARTINIQUE, Catherine GRANEL, Directrice

COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE LA ROCHELLE, Daniel GROSCOLAS, Vice-Président

COMMUNAUTE DE COMMUNES DU PAYS LOUDUNAIS, Sonia CADU, Assistante

COMMUNAUTE DE COMMUNES DU PAYS LOUDUNAIS, Karine BLAINEAU, Administratif en charge de la coopération

COMMUNAUTE DE COMMUNES DU LARMONT, Philippe PICHOT, Chargé de mission

COMMUNAUTÉ URBAINE DE NANTES, Elodie MARCHAND, Directrice Coopération Internationale

CONSEIL GENERAL DE L'ESSONNE, Vinciane MARIN, Volontaire du Progrès à Lomé

CONSEIL GENERAL DES COTES D'ARMOR, Dominique GUILMIN, Responsable de coopération

CONSEIL GENERAL DES HAUTS-DE-SEINE, Aude RONSIN-LURENCEAU, Chargée de coopération,

CONSEIL GENERAL DES HAUTS-DE-SEINE, Alain LACOUR, Directeur des relations internationales

CONSEIL GENERAL DES HAUTS-DE-SEINE, Armel DE ROTON

CONSEIL GENERAL DE SEINE-SAINT-DENIS, Lino FERREIRA,

CONSEIL REGIONAL DE BRETAGNE, Sylvie COURATIN, Directrice des affaires européennes

CONSEIL REGIONAL RHONE-ALPES, Sarah SCHONFELD, Chargée de Mission

CONSEIL RÉGIONAL D'AQUITAINE, Pierre PEDICO, Directeur des relations internationales

CONSEIL RÉGIONAL D'AQUITAINE, Christophe PEYRON, Chargé de Mission

CONSEIL REGIONAL PAYS DE LA LOIRE, Julie GARDE, Chargée de Programme

CONSEIL REGIONAL PROVENCE ALPES COTE D'AZUR, Bernard FARNY, Directeur Général
Adjoint

CONSEIL REGIONAL D'ILE DE FRANCE, Gérard SOURNIA

CONSEIL REGIONAL D'ILE-DE-FRANCE, Joseph TREHEL, Conseiller régional

FONDATION VEOLIA ENVIRONNEMENT, Thierry VANDEVELDE, Délégué Général

FONDATION VEOLIA ENVIRONNEMENT, Frédérique HERY, Chargée de mission

FRANCE COOPERATION INTERNATIONALE, Ouiza TALEB, Chargée d'études

FRANCE COOPERATION INTERNATIONALE, Raymond PIGANIOL, Conseiller

FRANCE VOLONTAIRES, Alain RAYMOND

GROUPE D'ACTION FRANCOPHONE POUR L'ENVIRONNEMENT – GAFE, David TILUS,
Président

JEUNES DEMOCRATES DES ETATS-UNIS, Marc CHAPMAN, Conseiller des Affaires
Internationales

PS-EAU, PROGRAMME SOLIDARITÉ EAU, Michel TAQUET, Responsable de service

MINISTERE DES AFFAIRES ETRANGÈRES ET EUROPÉENNES, Pierre DUQUESNE,
Ambassadeur chargé de la coordination interministérielle de l'aide et de la reconstruction en Haïti

MINISTERE DES AFFAIRES ETRANGÈRES ET EUROPÉENNES, Antoine JOLY, Délégué pour
l'Action Extérieure des Collectivités Territoriales

MINISTERE DES AFFAIRES ETRANGÈRES ET EUROPÉENNES, Anne-Claire HOYAUX,
Chargée de mission

MINISTERE DES AFFAIRES ETRANGÈRES ET EUROPÉENNES, Geneviève JAVALOYES,
Directrice

MINISTERE DES AFFAIRES ETRANGÈRES ET EUROPÉENNES, Ambroise DEVAUX,
Conseiller

MINISTERE DES AFFAIRES ETRANGÈRES ET EUROPÉENNES, Thierry LE LAY, Cellule de
crise

MINISTERE DE L'IMMIGRATION, DE L'INTEGRATION, DE L'IDENTITE NATIONALE ET
DU DEVELOPPEMENT SOLIDAIRE, Anne MAYAUD, Chargée de mission

ORGANISATION INTERNATIONALE DE LA FRANCOPHONIE, Chantal MORENO, Conseillère
CHAMBERY, Pierre BERANGER

CLERMONT FERRAND, Gérard QUENOT, Directeur des relations internationales

EVREUX, Olivier RADLE, Chef de service

LA COURNEUVE, Joëlle COURTEL, Chargée de mission

LE LAMENTIN, Philippe EDMOND-MARIETTE, Maire Adjoint

NANTERRE, Fulvia CUGINI, Chargée de mission

PARIS, Pierre SCHAPIRA, Adjoint au maire

PARIS, Véronique LEVIEUX, Directrice de Cabinet

PONTARLIER, Patrick GENRE, Maire

RENNES, Roselyne LEFRANÇOIS, Adjointe aux relations internationales

RENNES, Sonia LAOUBI, Chargée de mission

RENNES, Catherine BARBOTIN, Conseillère Municipale Déléguée

SENS, Rafaël GUINOT, Chargé de mission aux relations internationales

SURESNES, Christian DUPUY, Maire

SURESNES, Jean-Louis TESTUD, Adjoint au Maire

SURESNES, Philippe FRANCOIS, Directeur Général des services

SURESNES, Valérie GAUDE DA SILVA, Chargée de coopération

TOULOUSE, Inas DE BRION, Chargée des relations internationales

SCOUTS ET GUIDES DE FRANCE INTERNATIONAL, Christian LARCHER, Délégué national

SCOUTS ET GUIDES DE FRANCE INTERNATIONAL, Simon LEBEAU, Service international

RECIPROCITE – DFI – PRESSE, JOURNAL DES MAIRES, François DELAUNAY, Journaliste